

MARCHES PUBLICS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

A ☐ TRAVAUXB ☐ FOURNITURESC ☒ SERVICES

Section I - Identification de l'acheteur

| | | |
|--|---|--|
| Nom ou raison sociale de l'acheteur : COMMUNE DU VAUDREUIL | | Personne responsable du marché : Bernard LEROY, Maire du Vaudreuil |
| Adresse : 3, rue Bernard Chédeville - | | Code postal : 27100 |
| Ville : LE VAUDREUIL | | Pays (autre que la France) : France |
| Téléphone : 02 32 59 02 74 | | Interlocuteur : Laurence DELBECQUE |
| Siret : 212 705 289 00016 | Adresse de courrier électronique (courriel) : mairie@levaudreuil.fr | Adresse internet (U.R.L.) : |

Section II - Objet et étendue de la consultation

1 - Objet du marché : **Gestion du service restauration du restaurant scolaire par une société spécialisée pour la fabrication et le service des repas aux élèves, aux enfants de la crèche, au personnel municipal, aux enseignants et portage à domicile aux personnes âgées.**

2 - Type de marché de services : Service d'hôtellerie et de restauration

Marché de services – Procédure adaptée sur le fondement de l'article R.2123-1 3° du Code de la commande publique

3 - Nomenclature / Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)

Objet principal : 55523100-3 Services de restauration scolaire.

4 - Forme du marché :

- S'agit-il d'un marché à bons de commande : non ☒ oui
- l'acheteur se réserve-t-il le droit de négocier ? non ☒ oui
- S'agit-il d'un marché à tranches ? ☐ oui ☒ non
- S'agit-il d'une convention de prix associée à des marchés types ? ☐ oui ☒ non
- Cocher cette case lorsque les variantes ne sont pas autorisées ☒ Refus des variantes
- Prestations divisées en lots : ☒ non ☐ oui

Section III – Lieu d'exécution ou de livraison

Lieu d'exécution et de livraison : **Restaurant scolaire des Tilleuls – 1, place des Tilleuls – 27100 LE VAUDREUIL**

Une visite obligatoire du site sera organisée collectivement le mercredi 11 juin entre 14h et 15h. Les 20 dernières minutes seront consacrées aux questions/réponses, en présence de tous les candidats.

Seul le titulaire actuel est dispensé de cette visite

Section IV – Durée du marché et délai d'exécution

La durée du marché et le délai d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

Section V – Procédure

Type de procédure :

Procédure adaptée sur le fondement de l'article R.2123-1 3° du Code de la commande publique.

Marché de services

L'acheteur se réserve le droit de négocier avec les deux premiers candidats, à l'issue de la notation.

Section VI – Conditions relatives au marché

1) Cautionnement et garanties exigés : *Néant*

2) Délai de validité des offres : 120 jours

3) Modalités de paiement : paiement par mandat administratif à 30 jours.

4) Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : uniquement le français

5) Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ? ☐ non ☒ oui

Référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : restauration collective

6) Mise à disposition du dossier : Le dossier est téléchargeable sur la plateforme du conseil départemental de l'Eure <https://marchespublics.eure.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique ne sera autorisée

7) Développement durable : cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est contenu dans le CCTP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions particulières d'exécution sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. En conséquence, le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Section VII – Dossier de consultation

Contenu du dossier de la consultation des entreprises (DCE) :

- le règlement de consultation (RC)
- le Détail quantitatif Estimatif (D.Q.E)
- l'acte d'engagement vierge (AE)
- le Cahier des Clause Administratives Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- le CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services – arrêté du 30 mars 2021.

Section VIII – Justificatifs à produire

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

- 1) l'attestation de visite obligatoire (sauf pour le titulaire actuel)
- 2) Garanties professionnelles techniques et financières :
 - ✓ La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants - DC1 (imprimé à télécharger avec la consultation)
 - ✓ La lettre du candidat - DC2 (imprimé à télécharger avec la consultation)
- 3) Situation juridique - références requises : Tout document permettant à la commission d'appel d'offres de juger des capacités du candidat en la matière
- 4) Capacité économique et financière - références requises : Tout document permettant à la commission d'appel d'offres de juger des capacités du candidat en la matière
- 5) Références professionnelles et capacités techniques - références requises : Présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date ou le destinataire (public ou privé)

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Section IX – l'offre

Elle se compose des documents suivants :

1. l'acte d'engagement daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise ayant vocation à être titulaire du marché (y compris le RIB)
2. le DQE dûment complété
3. le cahier des clauses administratives particulières
4. le cahier des clauses techniques particulières
5. l'attestation de visite (sauf pour le titulaire actuel)
6. un mémoire technique permettant à la commission d'appel d'offres d'apprécier la qualité de la prestation :
 - modes de préparation,
 - tout document permettant d'attester la conformité des fournitures aux spécifications de l'agriculture biologique,

- composition et variété des menus / diversité des denrées proposées (exemples de menus sur plusieurs semaines),
- photos (présentation des préparations),
- origine et traçabilité des aliments,
- condition et fréquence d'approvisionnement des produits frais (fruits et légumes),
- délais de stockage,
- développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture,
- diplômes, expérience et formation du chef de cuisine,
- mise en œuvre d'une démarche qualité dans l'entreprise,
- éducation nutritionnelle des enfants, éveil à des saveurs nouvelles,
- éléments permettant d'apprécier l'intégration du candidat dans une démarche de protection de l'environnement et de développement durable, au travers de ses capacités techniques et du choix de ses fournisseurs.
- Engagement social de l'entreprise par l'emploi partiel de personnel en insertion ou en situation de handicap,
- et tout autre document visant à apporter des garanties significatives, objectives et mesurables des qualités gustatives et nutritionnelles des aliments ainsi que de la variété des menus proposés.

Rappel : le mémoire technique ou la note méthodologique devra contenir l'ensemble des éléments jugés pour l'analyse des offres (le candidat ne pourra apporter aucune réclamation si certains éléments contenus ailleurs que dans le mémoire technique ou la note méthodologique ne sont pas pris en compte pour l'analyse).

Le mémoire technique ou la note méthodologique devra être personnalisé au présent marché. L'absence de clarté dans la présentation du mémoire ou de la note méthodologique est susceptible de pénaliser le candidat lors de l'appréciation des sous-critères.

L'absence d'éléments demandés dans les pièces candidatures et / ou offres rend la candidature et / ou l'offre irrégulière, avec possibilité de régularisation dans les conditions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

Section X – Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération. Les offres seront appréciées en fonction de 3 grands critères.

Une note sur 100 sera attribuée à chaque critère, pour chacune des offres. Une note finale sur 100 sera obtenue par candidat, après application de la pondération suivante :

| | | | |
|---|---|---|---|
| 5 | 0 | % | <p>CRITERE 1 – QUALITE DE LA PRESTATION</p> <p>Qualité organoleptique et gustative de la prestation. Les critères suivants seront évalués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 points : variété des menus et diversité des denrées proposées • 10 points : présentation des préparations • 10 points : conditions et fréquence d'approvisionnement en produits frais • 10 points : Mise en œuvre d'une démarche qualité dans l'entreprise • 50 points : diplômes expérience et formation du chef de cuisine... <p>Pondération : le nombre de points (correspondant à la note sur 10) est multiplié par 50%</p> |
| 4 | 0 | % | <p>CRITERE 2 - PRIX</p> <p>Offre la moins chère : 100</p> $\frac{\text{Montant de l'offre la moins chère} \times 100}{\text{Montant de l'offre N}} = \text{Note de l'offre N}$ <p>Pondération : Note de l'offre N X 40%</p> |
| 1 | 0 | % | <p>CRITERE 3 – DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENGAGEMENT SOCIAL</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points : Intégration dans les démarches du développement durable, du commerce équitable et de la préservation de la qualité environnementale (circuits courts) • 50 points : engagement social de l'entreprise par l'emploi partiel de personnel en insertion ou en situation de handicap <p>Pondération : le nombre de points (correspondant à la note sur 100) est multiplié par 10%</p> |

Les méthodes utilisées pour la notation des critères 1 et 3 sont les suivantes :

100 : très satisfaisant ;
80 : satisfaisant ;
60 : assez satisfaisant ;
40 : peu satisfaisant ;
20 : très peu satisfaisant ;
0 : absence d'élément utile permettant de juger le critère ou sous-critère.

Les offres seront ensuite classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue.

Une commission technique procédera à l'analyse du marché. M le Maire procédera à l'attribution du marché à la signature du marché

Section XI – Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

.....

Section XII – Conditions de délai

Date limite de réception des offres : **le mercredi 25 juin avant midi**

Section XIII – Modalités de remise des offres

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics.eure.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-Rom, clé usb, ...) n'est pas autorisée.

Un guide d'utilisation de la plateforme de dématérialisation des marchés publics est téléchargeable sur la plateforme (rubrique « Aide » sous-rubrique « guide d'utilisation »). Ce guide à destination des opérateurs économiques décrit précisément les différentes fonctionnalités de la plateforme. Les soumissionnaires sont invités à se servir de ce guide pour utiliser la plateforme de dématérialisation des marchés publics. De plus, un test de configuration est disponible à la rubrique « se préparer à répondre » sous-rubrique « tester la configuration de mon poste » En cas de non-respect des dits pré-requis par le soumissionnaire aucune garantie de fonctionnement nominal de la plateforme ne pourra être apportée.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur.

Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Section IX – Procédures et recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.